



LE 20 NOVEMBRE TOUS EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS



Malgré la forte mobilisation du 18 octobre qui a vu défilier 350 000 salariés, avec de forts taux de grève à EDF, à la SNCF, à la RATP à la DGI et à la DGCP, le gouvernement reste sourd aux attentes des salariés du secteur public comme du secteur privé.

Pourtant le mécontentement ne cesse de grandir, notamment dans la Fonction Publique : pouvoir d'achat, emploi, retraites, missions sont au coeur des préoccupations.

MISSIONS

Dans son discours du 19 septembre à Nantes, le Président de la République a défini son projet pour « la fonction publique du XXIème siècle » : Abandon du concours d'entrée synonyme d'égalitarisme, instauration d'un pécule de

départ vers le privé, instauration des contrats de droit privé de gré à gré, suppression de la note chiffrée et rémunération individualisée...
En clair, LE DYNAMITAGE DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE est programmé.

SALAIRES

Les agents de la Fonction Publique ont perdu 6,5 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000 (90 € par mois en moyenne soit 1080 € sur un an). Face à cette situation, le gouvernement se montre d'un cynisme sans précédent, refuse d'ouvrir des négociations salariales et répond par des mesures

ponctuelles comme la prime de sommet de grade des agents de catégorie A et B qui ne concernera que 1,6 % des effectifs de la Fonction Publique, et des paiements de jours ARTT dont le principal objectif est de remettre en cause la loi sur les 35 heures.

EMPLOIS

En 2008, **22 900 emplois seront supprimés dans la fonction publique (970 au Trésor, 1370 aux Impôts, 11 000 dans l'Education Nationale...). Sur les 4 années 2009 à 2012 ce sont près de 150 000 emplois dont la suppression est programmée.** C'est une véritable saignée dans l'emploi public qui est en marche, conduisant à une nouvelle

dégradation des conditions d'exercice des missions de service public. A la DGCP et à la DGI, l'annonce de la fusion, malgré les dénégations ministérielles, servira d'alibi à de nouvelles restructurations et à un accélération des fermetures de poste comptable (8 sont d'ores et déjà sur la sellette dans les Hautes Pyrénées).

RETRAITES

Après une campagne soigneusement orchestrée de dénigrement des régimes spéciaux, le gouvernement invite les syndicats à un simulacre de négociation sur la base d'un projet déjà ficelé. Il s'agit en réalité d'imposer à terme à TOUS les salariés une 3ème réforme des retraites synonyme d'allongement de la durée de cotisation (41

puis 42 ans) et de dégradation générale du niveau des pensions (décote + indexation sur les prix...). L'objectif avoué par N.Sarkozy, lors de son discours du 18/09/2007, n'est autre que de « libéraliser la possibilité de cumul EMPLOI-RETRAITE ». **Il est patent que l'attaque contre les régimes spéciaux concerne en fait TOUS les salariés.**

IL EST URGENT D'AGIR TOUS EN GREVE LE 20 novembre

Pour porter nos revendications : Arrêt des suppressions d'emplois, maintien du statut, revalorisation des traitements, préservation de la retraite par répartition...

**TOUS A LA MANIFESTATION A TARBES à 10 H 00
DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL**